

GUELMA

Les massacres du 8 Mai 1945 en débat à l'université

*L'université de Guelma accueille depuis plus d'une décennie des conférences sur les massacres du 8 Mai 1945, selon les organisateurs à chaque fois, l'essentiel des thèmes retenus est pris en compte dans la réflexion des intervenants.*

Mais au-delà de l'impact de ces événements sur la chronologie de la guerre de Libération nationale, les conférenciers ont pu démontrer que la marche organisée à Guelma un certain mardi 8 Mai 1945 était l'expression symptomatique d'une terreur psychologique portée par un colonialisme intolérant et répressif.

Il faut donc être en mesure de dire ce qu'a pu être un tel événement. C'était le meilleur moyen de dénoncer le refus catégorique opposé par les français aux revendications du peuple algérien, en pointant du doigt le régime colonial qui a tourné le dos à la volonté de tout un peuple.

Sous couvert de lecture politique et sociologique, les intervenants de cette session organisée ce samedi 7 mai à l'université du 8-Mai-1945 de Guelma, ont proposé une interprétation fort discutée de ces événements. Ils ont posé clairement la question du rapport entre les événements du 8 Mai 1945 et les partis politiques algériens de l'époque.

Le docteur Ahmed Manghour, de l'université de Annaba, s'est étalé sur le rôle du Parti communiste algérien. Pour le deuxième intervenant, le docteur Mohamed Chergui de l'université de Guelma «l'idée de commémorer pour la première fois ces événements et de rendre hommage aux victimes de ces massacres, revient aux militants du Parti du peuple algérien». L'autre fait marquant est sans doute les émouvants témoignages faits par des rescapés, montrant la cruauté des auteurs de ces crimes. Il n'est donc pas sans intérêt de constater, une fois encore, que cette tuerie constitue pour les Guelmis un épisode fort et douloureux d'un point de vue mémoriel.

Nouredine Guergour

M'SILA

La gendarmerie saisit 1 kg de kif à M'cif

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont réussi à mettre hors d'état de nuire deux dealers et saisir une importante quantité (1kg) de kif traité.

La section de lutte contre le trafic de drogue a agi, suite à des informations parvenues à la brigade, pour neutraliser l'activité de deux narcotrafiquants en cours de marchander leur produit prohibé dans le territoire de la paisible commune de M'cif, située à 100 km au sud-est du chef-lieu. Il s'agit de Z. R., âgé de 30 ans, et son acolyte Z. I., âgé de 27ans qui ont essayé d'écouler leur drogue un jour férié, profitant de la fête du travail, croyant pouvoir échapper à la vigilance des gendarmes qui étaient sur leur quivive et qui ont surpris les trafiquants, en dressant un guet-apens pour les neutraliser à la sortie de la petite ville de M'cif, en possession de 10 plaquettes de kif traité d'un poids de 1 kg.

Les deux mis en cause ont été conduits à la section de recherche pour compléter l'enquête avant de les présenter devant le procureur de la République du tribunal de Bou Saâda qui a ordonné leur incarcération à la maison d'arrêt de cette-ville.

A. Laïdi

TIPASA

Plusieurs affaires criminelles traitées

*La Gendarmerie nationale de Tipasa nous a communiqué des détails précis concernant plusieurs affaires élucidées au cours de cette année.*

Parmi les affaires ayant défrayé la chronique dans la wilaya de Tipasa, il convient de citer l'affaire du meurtre dans le quartier de Sidi Boufadel à Hadjout.

Selon la gendarmerie, ce crime serait dû à une rixe entre deux personnes où l'une d'elles aurait commis son crime à l'aide d'un couteau. La victime serait décédée à la suite de son transfert à l'hôpital de Hadjout.

La seconde affaire serait, elle aussi, due à un assassinat perpétré par un individu à l'aide d'un couteau au niveau du quartier El Khecheni, dans la ville de Aïn Tagourait à Tipasa. L'assassin aurait tué sa victime avant de prendre la fuite. La gendarmerie grâce au n° Vert est intervenue et appréhendé l'auteur du meurtre.

Les agressions sur la voie publique sont devenues légion. Sur les neuf cas d'agression, cinq délinquants ont été arrêtés. La première arrestation opérée par la gendarmerie concerne un «guetteur» de ses victimes sur la voie publique en leur donnant l'assaut et en les délestant de leurs biens.

Ce fut la gendarmerie de Douaouda qui a arrêté les neuf personnes impliquées dans les neuf agressions sur la voie publique, suivies de menace et de vol à l'aide d'armes blanches. Tous ces délinquants confrontés à leurs victimes ont été identifiés et arrêtés.

Le non-paiement des impôts mène en prison. C'est ce qui a été révélé dans le rapport de la gendarmerie qui a inculpé un mauvais payeur de ses impôts, exerçant en tant qu'importateur et à qui, la Direction du fisc a demandé de régler près de six milliards de centimes de dettes fiscales.

MEDI'CONSTANTINE

1<sup>er</sup> Salon des équipements médicaux et chirurgicaux

*Constantine accueillera à l'hôtel Marriott du 18 au 21 de ce mois le Medi'Constantine», le 1<sup>er</sup> Salon des équipements pour l'hôpital, la pharmacologie, les équipements médicaux et chirurgicaux.*

Un événement placé sous le patronage du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, et le parrainage du wali de la wilaya de Constantine.

Les organisateurs, RH. International Communication, le qualifient d'espace de communication, et tenteront durant les quatre jours d'exposition de le positionner sur la scène médicale nationale avant de le positionner comme leader de l'espace de la technique médicale, la technique laboratoire, la diagnostique, la physiothérapie, équipements pour cabinets dentaires, la technique et équipements d'orthopédie, ainsi que les articles de consommation courante. Ils seront près de 30 établissements à y prendre part.

Ces acteurs composés de producteurs, fournisseurs, de distributeurs, d'importateurs, et de représentants de marques étrangères mettront en vedette les nouvelles innovations dans le domaine des nouvelles technologies destinées aux soins.

Pour RH. International Communication, Medi'Constantine qui se veut aussi annuel, «offrira à l'industrie de la technique médicale une plate-forme centrale pour les produits et les systèmes innovants, qui contribuent à l'efficacité et à la qualité du traitement des patients».

Il s'agit aussi de permettre aux gestionnaires des différents établis-

sements publics de soins, cliniques publiques et privées, aux médecins, spécialistes et labo d'analyses de visiter toute la chaîne des processus des produits et des technologies médicales qui se présentent aux visiteurs et rendent la visite des deux Salons nécessaire pour tous les experts de la branche.

Et, enfin, permettre au marché des équipements et du matériel médical national de tirer profit de ces technologies naissantes et du matériel médical pour les besoins de santé.

R. N.

BOUMERDÈS

Étrange augmentation des accidents de la circulation au mois d'avril

*Les statistiques sur les accidents de circulation en milieu urbain, dans la wilaya de Boumerdès, ont enregistré, comparativement au mois de mars, une étrange augmentation durant le mois d'avril 2016.*

Les services de police de la région ont constaté, durant le mois d'avril, 27 accidents ayant causé des blessures à 41 personnes et le décès de 4 victimes. Or, au mois

de mars, il n'a été constaté que six accidents à caractère corporel dont ont été victimes huit personnes.

Par ailleurs, au mois de mars, aucun décès n'a été déploré.

L'écart, comme on le constate, est énorme en termes de vies humaines. Krmo, le responsable de la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya de Boumerdès, impute cette nette augmentation à la reprise des activités en milieu urbain après les vacances scolaires et universitaires mais, surtout, d'après lui, au

non-respect du code de la route, notamment la limitation de la vitesse. A ce propos, il cite l'exemple des deux frères tués le 16 avril alors qu'ils circulaient à vive allure sur une moto dans la ville de Boumerdès avant de heurter un véhicule.

Bien entendu, l'augmentation des accidents de la circulation

entraîne systématiquement la répression. A ce propos, les policiers ont retiré au mois d'avril 687 permis de conduire à leurs titulaires ayant commis des infractions (462 au mois de mars). Ils ont, en outre, relevé 400 délits contre les règles de la circulation automobile (336 au mois de mars).

Abachi L.

Une peine de prison pèse toujours sur le maire de Boumerdès

*Contrairement à la rumeur propagée ces derniers jours par l'entourage du maire de Boumerdès, le premier magistrat de la ville B. D., (RND) n'est pas encore tiré d'affaire.*

La menace d'une condamnation à une peine de prison pèse toujours sur lui. Pour rappel, il est accusé par la police de conduite en état d'ivresse et de délit de fuite.

Cette fuite constitue une circonstance aggravante, d'autant plus que le P/APC de Boumerdès,

assume de par la loi, plusieurs fonctions juridico-administratives comme celles de premier magistrat de la ville de Boumerdès, d'officier de la police judiciaire et d'officier de l'état civil. «Nous n'attendons que la réception des analyses du prélèvement sanguin pour ficeler le dossier et le remettre au

procureur de la République», nous a confié jeudi un haut responsable de la Sûreté de la wilaya de Boumerdès.

Au sujet de cette rumeur, l'officier s'est montré serein. «Aucune autorité n'a essayé d'entraver la procédure et personne n'est intervenu à ce propos. D'ailleurs nous ne l'accepterons pas. Ce cas sera traité à notre niveau, comme les autres cas», dira-t-il. En effet, quelques jours après ces faits et au

vu de la procédure légale qui prend du temps, l'affaire date d'une vingtaine de jours, les alliés du maire de Boumerdès ont fait courir la rumeur disant qu'un haut responsable du RND au niveau national est intervenu pour étouffer l'affaire.

Pour rappel, l'actuel premier magistrat de Boumerdès a été installé le 11 janvier 2016 pour succéder à Sid Ali Aït Larbi (FFS), lequel a été démi de ses fonctions par la ministre/wali de Boumerdès. L'élu

du FFS était poursuivi pour négligence.

Dans cette accusation figure le vol, par des employés communaux, de pièces à conviction du parc communal d'une affaire d'où étaient accusés 11 fonctionnaires.

Aït Si Larbi n'avait pas déposé de plainte en temps utile. Il a été jugé, en première instance dernièrement et il a été innocenté par la justice.

A. L.